

Organe officiel de l'Etat de la Louisiane. Le plus ancien journal quotidien Français des Etats-Unis.

CINQ SOUS



LE NUMERO

Fondée en 1827

Official organ of the State of Louisiana. The oldest French daily newspaper in the United States.

L'Abéille de la Nouvelle-Orléans.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

POLITIQUE LITTÉRAIRE

The only French daily newspaper in the United States, outside of New York and San Francisco

NOUVELLE-ORLÉANS VENDREDI MATIN 22 DECEMBRE 1916

NUMERO 123

DERNIERES DEPECHEs DU MONDE ENTIER

NOTE INTERROGATIVE DES ETATS-UNIS AUX NATIONS BELLIGÉRANTES LE CUIRASSÉ "SUFFREN", OFFICIERS ET ÉQUIPAGE ONT PÉRI

LE BILLETIN DU JOUR

UNE DEMARCHE TRÈS INATTENDUE DU PRÉSIDENT WILSON.
SOLLETT RÉSISTE PLATONIQUE.
LES REVENDEURS DES BELLIGÉRANTS SONT CORRUPTES.
Il est inutile de les répéter car ce n'est que la suite des crimes qui se commettent.

ECHOS DU VIEUX MONDE

LA VISITE A BERLIN DE L'ARCHIDUC FRÉDÉRIC, GÉNÉRALISSIME AUTRICHIEN.
LES BOMBES DE LUGANO.
L'EMPRISONNEMENT DE MOR. INDRIN, EVEQUE DE TRIESTE.
Mort glorieuse des frères jumelés Foullet, anciens élèves du collège d'Autun.

DÉPÊCHES DES THÉÂTRES DE LA GUERRE EN EUROPE

Morgue de von Bethmann-Hollweg envers les leaders germaniques. Il s'arroge toute la conduite des propositions de paix.

Commentaires des journaux berlinois et viennois sur le discours de Lloyd-George. — Le Progres Allemand menace une guerre prolongée et meurtrière. — Tableau du nouveau ministère autrichien. — Berlin annonce le torpillage du cuirassé français "Suffren". — Vapeur japonais est coulé dans la Méditerranée. — Plus de vingt personnes ont péri. — Des canots pour la défense des navires marchands de France. — Malheureux belges, fusillés, déportés, forcés de travailler aux fortifications allemandes.

DEPECHEs DES ETATS-UNIS

NOTE DU PRÉSIDENT WILSON AUX NATIONS BELLIGÉRANTES EN EUROPE.
OFFRANT NI PAIX NI MÉDIATION.
INSISTANT SUR LA SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS AMÉRICAINS.
Gravité de la situation. — Dénombrement de la population des Etats-Unis, territoires et colonies.

LETTRE D'UN PARISIEN

IL Y A RUPTURE ENTRE LES DEPUTES ET LES JOURNAUX.
OHÉ, LA BONNE CENSURE!
LES CENT CIERAUX TAILLENT DANS LA CARICATURE.
Mais le temps viendra où certains de ces artistes auront pleins de revanche.

Les pacifistes sont dans l'allégresse, en voyant le Président Wilson commencer à rendre à la main, comme on dit. Jusqu'à présent il s'était attaché à écarter systématiquement toutes les propositions, les requêtes et les supplices qui lui étaient adressés, pour le déterminer à offrir ses bons offices aux belligérants d'Europe. Les correspondants à Washington, des journaux démocrates de New-York, le "World" et l'"Evening Post", disaient, il y a un mois, que la force de l'opinion pacifiste qui s'est manifestée aux élections présidentielles pourrait encourager le Président, remarquant le correspondant du dernier journal cité, à se laisser aller à ce qui est presque une passion chez lui, son désir de mettre un terme à la guerre; et le même correspondant ajoutait qu'il était à croire que si une simple proposition de bons offices échouait, le Président inclinait à convoquer une conférence des belligérants pour examiner les conditions de paix possibles, tandis que la guerre suivrait son cours. Cela pourrait en tout cas mener à un armistice. Ragement averti par le colonel House, à son retour d'Europe, en avril dernier, des dispositions des hommes d'Etat de l'Entente, qui s'étaient montrés absolument réfractaires à toute intervention des neutres et spécialement du président des Etats-Unis, M. Wilson se l'est tenu pour dit; et n'a cessé jusqu'à hier de rester sur une prudente réserve. Aujourd'hui le Président Wilson s'est brusquement décidé à sortir de cette attitude expectante, pour suggérer aux puissances belligérantes l'idée de saisir la première occasion d'examiner les conditions dans lesquelles la guerre pourrait être terminée et quelles mesures devraient être prises pour empêcher le retour d'une semblable calamité. Le Président se lève de l'idée de vouloir proposer la paix, ni même d'offrir sa médiation; son but est simplement d'engager les belligérants à rechercher, avec les neutres, les moyens d'atteindre ce but. En attendant ce langage, le Président Wilson ne s'expose guère. Son attitude démontre simplement qu'il part lui-même en compte de l'insuccès auquel sa démarche est vouée d'avance. Le programme des revendications respectives des belligérants est connu dans ses lignes principales. A quoi servirait-il de le répéter? L'Allemagne, l'Autriche et la Turquie entendent conserver plus ou moins complètement les territoires occupés par leurs armées. De leur côté, les puissances de l'Entente comptent bien flaire par les reprendre et y ajouter, par voie de conquête, tous les pays dont on dit, en termes généraux, qu'ils constituent l'objet des aspirations.

Bale. — Le Journal de Genève, donne d'intéressants détails sur la vie de quelques étudiants allemands internés. Depuis le commencement du semestre, un certain nombre de ces étudiants ont été autorisés à suivre les cours de l'Université. On en compte une cinquantaine, ils logent à l'hôtel du Jura, près de la gare centrale et assistent aux cours. A côté des étudiants proprement dits, il y a parmi eux quelques jeunes maîtres d'école primaire qui profitent de leur internement pour poursuivre leurs études.
Bale. — Quand on a reproché au gouvernement allemand d'avoir préjudicié la guerre, le chancelier a nié que l'archiduc Frédéric, généralissime autrichien soit allé prendre les dernières instructions du grand état-major allemand à la veille du déclenchement de la guerre, cette visite étant la preuve de la préméditation austro-allemande.
Or nous retrouvons aujourd'hui un numéro des "Munchener Neueste Nachrichten", à la date du 10 juillet 1914, qui contient ce télégramme laconique: "L'archiduc et l'archiduchesse Frédéric d'Autriche, sont arrivés jeudi à Berlin."
Cette information détruit le démenti postérieur du chancelier et il devient une fois de plus évident que cette visite avait pour but d'arrêter les dernières mesures qui devaient précéder le déclenchement de la guerre européenne, pendant qu'on remettait à la Serbie l'ultimatum légendaire.

La Haye. — Le "Democrate de Delft" donne quelques détails précis sur l'affaire des bombes de Lugano qui est une nouvelle manifestation de la propagande allemande par les faits.
Il résulte de l'enquête et des débats de la cour que la fameuse valise contenait la dynamite, avait été expédiée de Stuttgart au Consulat d'Allemagne à Zurich, d'où elle a été acheminée par les soins du consulat à Lugano.
C'est le consul d'Allemagne dans cette dernière ville qui fut chargé de trouver un contrebandier complaisant aux fins de faire passer les explosifs en Italie. Mais, le contrebandier fut saisi de scrupules et avertit la police tessinoise, qui informa à son tour la justice, mais, les autorités suisses firent durer l'enquête si longtemps que les deux principaux coupables, les consuls d'Allemagne à Zurich et à Lugano, eurent le temps d'être rappelés par leur Gouvernement qui les affecta à un autre emploi à l'étranger, mettant ainsi les accusés hors de la portée de la justice suisse.
Les deux condamnations prononcées par le Tribunal à trois ans d'emprisonnement le furent par défaut.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Londres, 21 décembre. — Une dépêche de Zurich dit que le premier ministre d'Allemagne, von Bethmann-Hollweg est chargé de pleins pouvoirs pour conduire les pourparlers de la paix, sans avoir à consulter les leaders du parti. "Le chancelier" ajoute la dépêche, a catégoriquement refusé de tenir les leaders du parti au courant des termes de la paix. A leurs observations le chancelier a brusquement répondu qu'il démissionnerait s'ils s'opposaient à son mandat absolu. Les leaders se tinrent cois, craignant l'avènement de l'amiral von Tirpitz à la place de von Bethmann-Hollweg.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Berlin, 21 décembre. — On n'est guère surpris, à Berlin, de l'attitude du premier ministre Lloyd-George, mais on se demande pourquoi il a déclaré qu'une conférence pour la paix équivalait à placer l'Entente dans un nœud coulant dont l'Allemagne tiendrait le bout du lacet. L'Allemagne ne consentira jamais aux contre-propositions de Lloyd-George exigeant des dédommagements et la restitution des territoires conquis et occupés et probablement le paiement d'indemnités.
"Cette attitude du premier ministre rend une conférence de toute impossibilité. L'Alsace-Lorraine ne sera jamais reprise par la France. Constantinople ne sera jamais au pouvoir de la Russie, et l'Entente ne pourra jamais chasser les allemands des territoires occupés."

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Vienna, 21 décembre. — Les journaux de la capitale d'Autriche, dans leurs commentaires du discours de Lloyd-George, déclarent que les propositions de paix émanant des puissances de l'Entente. En consultant que la guerre continuera, la destinée s'accomplira, et viendra le jour où Lloyd-George, responsable du rejet des termes de la paix, verra l'Angleterre prise dans le nœud coulant dont l'Allemagne tiendra le bout de corde.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
La Haye, 21 décembre. — Le conseil néerlandais de la paix a envoyé une note à tous les gouvernements belligérants, les convoyant à une conférence internationale pour faire cesser la guerre. Le but de la conférence serait de statuer que le droit de guerre est aboli et qu'il faut abolir les hostilités en Europe.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Berlin, 21 décembre. — Le cuirassé "Suffren" de la marine française dont l'amiralat français n'a pas eu de nouvelles depuis qu'il a quitté le port de Lorient, le 24 novembre dernier, a été torpillé le 20 novembre et coulé par un sous-marin allemand au large de Lisbonne, Portugal. Le navire et tout l'équipage furent perdus.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Paris, 21 décembre. — Le ministère de la Marine avait déclaré il y a quelques jours que le "Suffren" était considéré perdu avec tous ses officiers et marins. Le cuirassé avait un complément de dix-huit officiers et 700 hommes.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Londres, 21 décembre. — Le vapeur japonais "Taki Maru", a été coulé au large de Gibraltar, le 25 novembre par un sous-marin allemand. Des 15 hommes de son équipage, 23 furent sauvés.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Paris, 21 décembre. — Une dépêche a été reçue du correspondant à Bordeaux du "Figaro", disant que plusieurs navires de la marine de guerre ont été saisis dans le port de Bordeaux et que des munitions afin de se défendre contre les attaques sous-marines.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Amsterdam, 21 décembre. — Les journaux de cette ville publient que des milliers de belges déportés ont été forcés de travailler aux fortifications et tranchées allemandes sur la Somme. Un grand nombre de ces malheureux belges ont été tués dans les combats. Des centaines de jeunes gens ont été déportés des villages de provinces belges du duché de Luxembourg, et ils se trouvent des enfants âgés de 12 à 15 ans. Des belges passés devant un tribunal de guerre à Hasselt ont été fusillés; 14 autres ont été condamnés à travaux forcés, et 41 ont été déportés en Allemagne.

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Washington, D. C., 21 décembre. — Le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères a exposé les raisons pour lesquelles le président Wilson a adressé une note aux belligérants en Europe.
"Notre but en envoyant la note" a dit M. Lansing, "n'est pas de sauvegarder nos intérêts matériels, mais comme nos droits sont de plus en plus en péril par les notes des belligérants, la situation devient très grave. Nous sommes bien près du gouffre de la guerre, et conséquemment nous avons le droit de demander à chaque nation belligérante ce qu'elle attend de cet état de guerre, afin que nous sachions comment régler notre conduite à l'avenir. En préparant la note nous n'avons pris aucune considération, soit des propositions allemandes soit du discours de Lloyd-George. Nous n'avons aucune intention de suggérer la paix, et nous ne préférons pas nous ranger du côté de l'Allemagne à ce sujet. Il y a possibilité que nous soyons entraînés dans cette guerre, car la note a été transmise dans le but de sauvegarder les intérêts du pays. Ni le président Wilson, ni moi-même, considérons la note comme un message pour la paix; nous désirons sonner les belligérants sur le but que chacun d'eux poursuit dans ce conflit."

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Washington, D. C., 21 décembre. — M. Lansing a donné une interview ce soir affirmant l'attitude irrévocable de la neutralité des Etats-Unis, et déclarant que la note du président ne devrait pas être envisagée comme une menace envers les nations belligérantes.
A plusieurs reprises le président Wilson a démontré le danger de complications qui fatalement entraînerait les Etats-Unis dans cette guerre européenne. Le rôle de la nation est bien difficile à remplir par suite des violations des droits américains.
Dans un discours qu'il a prononcé il y a quelques mois, à Cleveland, Ohio, M. Wilson a déclaré:
"Les deux-tiers du monde sont en guerre. Ce n'est pas seulement un conflit européen; les nations de l'Orient y sont engagées, ainsi que les nations de l'Occident. Même sur les pays neutres il plane une menace de guerre. Le monde entier, à part l'Amérique, est en feu."

Depêche Spéciale à l'Abéille.
Washington, D. C., 21 décembre. — Le bureau du Cens a publié son rapport ce matin. La population du continent des Etats-Unis se chiffre à 102,017,312, mais en y ajoutant la population des territoires et des colonies, le total est de 112,144,620. Voici le détail:
Suite 3me Page.

Sous l'ancien régime il existait un crime, celui de lèse-majesté, avec lequel il ne fallait pas toucher. Tout ce qui de près ou de loin touchait au Roi était sacré et nul n'avait le droit de le critiquer. Pour avoir voulu s'émuler un attentat en envoyant quatre fioles remplies d'eau à Mme de Pompadour, Latude fut jeté à la Bastille où il passa de longues années. Nous n'en sommes plus là, mais on a inventé un nouveau crime plus bénin, très légèrement puni, celui de lèse-parlementarisme. "Ne touchez pas à la Reine", disait-on autrefois, "ne touchez pas aux députés", ordonne impérativement la Censure. On croit rendre un service aux parlementaires, on se trompe. On aggrave un malentendu qui existe entre les députés et les journaux, et comme ceux-ci ont le temps d'attendre il viendra toujours un moment où ils liquideront l'arriéré. Il aurait mieux valu supporter quelques attaques, même acerbes, tolérer quelques critiques même exagérées ne pas arrêter des plaisanteries, plus ou moins spirituelles et ne pas accumuler des motifs d'agression qui se manifesteront un jour ou l'autre. Quand ce débâcle arrivera, Oh! mes amis quelle lessive! Il y a à l'heure actuelle rupture entre les députés et les journaux. Ceux-ci ne pouvant rien dire contre ceux-là, attendent le moment de prendre leur revanche. C'est fâcheux mais enfin les choses en sont là par la faute surtout des maladroites persistantes d'une Censure mal comprise et plus mal appliquée encore. A la séance d'hier on s'en est aperçu une fois de plus. Le propos de la saisie de la Liberté pour un article plus qu'anodin sur l'élection du Président des Etats-Unis, M. Jean Bon député socialiste est monté à la tribune pour soutenir la liberté de la presse comme la corde soutient le pendu. On devinait la joie maligne qui mettait à serber le nœud coulant: "La presse, s'est-il écrié, est notre pire ennemie" et comme ses amis applaudissaient à ses déclarations, le député socialiste ajoutait: "Grâce à elle, nous sommes ridicules aux yeux du monde." Et c'est un peu vrai, à force de défendre les députés contre l'attaque de plus offensives, la Censure les a rendus ridicules; cette protection envers et contre tous est des plus dangereuses. La plume est serve, mais encore la crayon des dessinateurs est épointé. Un de nos plus jeunes caricaturistes, M. J'Hampol, qui rappelle par la facture, André Gill, avait composé pour un des journaux où il collabore un dessin représentant — et de manière très ressemblante — M. Briand jonglant avec deux gobelets sur le bord d'une table.
(Suite 4me page.)